

Argentine info 43

(fin de rédaction 22.09.09)

Bulletin spécial sur les 3 ans de la disparition de Jorge Julio López et quelques détails en plus.

Ce bulletin pourrait tout aussi bien s'intituler les présidences des Kirchner pour les nuls, ou comment des médias soi disant de gauche portent au pinacle des escrocs de la démocratie (pléonasme pour hommes politiques dans le système actuel).

On peut remarquer que malgré les coups durs, les coups bas, les coups de trique, bien des gueux, des miséreux, des enchaînés, ne cèdent pas, ne se taisent pas.

Dans des situations extrêmes, des conduites extrêmes deviennent normales...

Contenu

1) Luites en cours

-Document [intégral] de la Multisectorial de La Plata (18.09.09) lu lors de la marche effectuée le 18 septembre 2009 à La Plata, capitale de la province de Buenos

2) Sacré pays

-La population indigène est plus en plus loin de l'école
-Des yeux qui ne voient pas, *Ojos que no ven*, la situation de biens des gens de cette planète, titre d'un film argentin d'Ana Cacopardo et interview

1) Luites en cours

Document [intégral] de la Multisectorial de La Plata (18.09.09) lu lors de la marche effectuée le 18 septembre 2009 à La Plata, capitale de la province de Buenos Aires:

*TROIS ANS DEPUIS LA DISPARITION DE JORGE JULIO LÓPEZ
TROIS ANS D'OCCULTATION
TROIS ANS D'IMPUNITÉ*

Trois ans après l'enlèvement et la disparition forcée de Jorge Julio López nous voici à nouveau comme au premier jour dans ces rues et sur cette même place pour exiger du gouvernement national et provincial l'apparition immédiate en vie du camarade et le jugement et châtement des coupables de sa nouvelle disparition.

Avec joie, avec fierté, nous répétons une fois de plus tout ce que nous savons de Julio. Cela ne nous gêne pas de rappeler ce qu'il faisait, de quoi il s'occupait et avec qui. Car, paradoxalement, son absence signifie, du moins pour nous, une présence permanente.

Jorge Julio López souffre de l'impunité d'hier et d'aujourd'hui. [photo Página 12, 19.09.09]

Ceux qui l'ont torturé à Arana en 1976, marchent sans encombres dans les rues, libres et presque tous



HAY SILENCIOS QUE LASTIMAN

HAY UN GRITO QUE NOS FALTA

Y LOPEZ?

Luchamos tres meses para que la justicia y el gobierno nacional reconocieran que se trataba de un secuestro y no de un "viejiito perdido" como dijeron en un principio.

Un año para que la Procuración designara personal para la causa.

Un año y medio para apartar a la Policía Bonaerense de la investigación.

Doce años para que el expediente pase a una Secretaría Especial para Delitos de Lesa Humanidad y que, por fin, algún funcionario judicial lea la causa completa y siga las líneas de investigación que involucran a miembros de fuerzas de seguridad y militares.

Entonces, cuando por primera vez se apuntaba al círculo de instigadores, ideólogos y ejecutores, el juez se excusó de seguir actuando, un nuevo juez apartó a la Secretaría especial y otra vez la causa volvió a quedar paralizada y errante entre los intrincados intereses judiciales, el silencio y la pasividad palpables del Poder Ejecutivo y la indiferencia ostensible del Legislativo.

Jorge Julio López sufre la impunidad de ayer y la de hoy. Quienes lo torturaron en Arana en 1976, caminan libres por las calles. Libres e intoxicados por la justicia casi todos. Excarcelados por la Cámara de Casación Penal los pocos, muy pocos, que alguna vez fueron procesados.

Quienes lo secuestraron y desaparecieron hace tres años siguen impunes y se fastidian por el paso del tiempo.

Y nosotros, como siempre, seguimos marchando, luchando, denunciando, exigiendo SU APARICION CON VIDA YA!

Por eso, el próximo 18, nos movilizamos, junto al "Espacio de Coordinación por los 3 años sin Jorge Julio López" y a la Multisectorial de La Plata, Berisso y Ensenada

La impunidad de ayer y de hoy garantiza la impunidad de mañana

JUICIO Y CASTIGO A LOS CULPABLES
BASTA DE IMPUNIDAD
NI OLVIDO NI PERDÓN

**VIERNES 18 DE SEPTIEMBRE 18 HS
DESDE PLAZA MORENO
MARCHA A GOBERNACIÓN**



**MESA DE ESCRACHE POPULAR
La Plata**

sans intervention de la justice, et les quelques et rares personnes qui parfois ont été inquiétés ont été libérés par la Cour de Cassation pénale. Ceux qui l'ont enlevé et l'ont disparu il y a trois ans sont toujours protégés par l'impunité et l'occultation.

Julio López a été un militant, un combattant des années 1970. Julio a souffert durant plus de 20 ans comme beaucoup, énormément de survivants: le silence forcé d'oreilles qui refusaient d'écouter [voir plus loin « Des yeux qui ne voient pas »]. Julio, avec ses soixante dix ans et plus, est redevenu militant, combattant, disant ça suffit au mutisme et décidant d'affronter ses tortionnaires. Et il l'a fait en plongeant dans sa mémoire, en récupérant son histoire en la partageant avec d'autres survivants, en parcourant mètre par mètre chaque lieu de détention, heure par heure chaque jour de captivité. Il l'a fait en contactant les familles de ses

camarades de prison, en participant aux actions pour la justice et aussi, en dénonçant ses bourreaux devant les instances judiciaires.

L'affaire López est un monument à l'occultation et à l'impunité.

Monument pour lequel les juges responsables de l'affaire, les docteurs Corazza et Blanco ont consacré leurs meilleurs efforts avec les gouvernements provincial et national. Ils savent depuis le premier jour que Julio a été enlevé par la police et ils ont accepté, décidé que les auteurs demeurent dans l'impunité en échange de la "gouvernabilité de la police de Buenos Aires".

Nous le disions il y a 6 mois: nous avons mis trois mois pour que la Justice reconnaisse qu'il s'agissait d'un enlèvement. Un an pour que la Justice désigne du personnel pour l'affaire. Un an et demi pour écarter la police de Buenos Aires de l'enquête. Deux ans pour que le dossier passe à un secrétariat spécial de délits de lèse humanité et pour que, enfin, un fonctionnaire judiciaire lise l'affaire complète et suive l'enquête qui implique des membres des forces de sécurité et des militaires. Alors, lorsque pour la première fois on visait le cercle d'instigateurs, d'idéologues et d'exécuteurs, le juge Corazza a décliné toute intervention; Blanco, le nouveau juge, a écarté le secrétariat spécial et une nouvelle fois l'affaire a été paralysée et errante parmi les intérêts judiciaires complexes, le silence et la passivité palpables du pouvoir exécutif et l'indifférence ostensible du pouvoir législatif. Nous ajoutons qu'aujourd'hui l'affaire est toujours paralysée depuis plus de 6 mois et que la Cour de Cassation vient d'ordonner que le juge Franco reprenne l'enquête, alors qu'il a déjà indiqué qu'il ne le veut pas.

Et nous, comme nous le faisons depuis 3 ans, nous continuons à marcher, à lutter, à dénoncer, à exiger SON APARITION EN VIE ET LE JUGEMENT ET LE CHÂTIMENT DE TOUS LES RESPONSABLES

Pendant ces années le collectif Justicia Ya [justice maintenant] a présenté des centaines d'écrits et de réclamations au pouvoir judiciaire et avec la Multisectorial de La Plata, Berisso et Ensenada et d'autres groupes, nous avons fait plus de 40 marches et tous ensemble nous n'avons reçu comme unique Réponse de la part de ce gouvernement, soi disant des droits de l'homme, que le silence de l'impunité, le silence de la complicité.

Nous sommes aujourd'hui des milliers à nous mobiliser dans différents points du pays. En ce moment même les camarades Rencontre, mémoire, vérité et justice sont partis de

la place de Congreso et arrivent place de Mayo avec la même exigence. À l'étranger, à Rome, Barcelone et dans d'autres villes aussi il y a des célébrations brandissant cette demande.

L'impunité d'hier et d'aujourd'hui garantit l'impunité de demain

Nous continuons à exiger les jugements de tous les génocidaires des centres clandestins de détention. On continue à nous répondre par des jugements au compte-goutte et de quelques accusés pour seulement quelques camarades. Comme à Tucumán, où la justice kirchnériste d'Alperovich "condamne" le génocidaire Bussi à vivre dans un « country [résidence luxueuse avec gardiennage privée] ».

À Mar del Plata, les juges de La Plata Esmoris et Jarazo ont acquitté le colonel Duret et ont condamné Mansilla à la prison domiciliaire. Pour ce faire ils ont rejeté le témoignage des membres de la famille du disparu Labolita et des survivants, en rendant évident qu'une sorte d'"obéissance due judiciaire" est en train de se dessiner pour ne condamner que les hauts gradés militaires.

Pour Campo de Mayo, le premier procès a eu lieu, pour UN SEUL cas, le Negrito Avellaneda. Plus de 5.000 camarades sont passés par ce centre clandestin. Durant trois mois et comme prix une poignée de condamnations, les survivants et les membres des familles ont dû supporter des interrogatoires féroces et un mauvais traitement constant de la part des juges, d'où une dénonciation au Conseil de la Magistrature.

Aucune archive de la répression de la dictature génocidaire n'a été ouverte [privilège de tous les présidents de la république, visiblement un peu lents !]. Dans notre ville [La Plata] on cherche à ouvrir un procès contre neuf répresseurs sur 142 du commissariat 5, un centre de détention, et pour 60 camarades sur les centaines qui y sont passés.

Le détachement d'Arana est devenu en décembre 2008 le premier centre clandestin de détention du pays où on a trouvé des restes osseux de détenus disparus. Cependant, aucune mesure n'a été prise pour retirer la force policière de ce lieu. La même force de sécurité qui occupait la place il y a trente ans. Arana a été le premier centre de détention où Jorge Julio López est demeuré séquestré. Son témoignage, entre autres, a permis l'identification des fosses communes qu'on y a découvert. Le juge Corazza, à ce moment là responsable de l'enquête sur la disparition du camarade, l'a supprimé de l'affaire en le faisant disparaître à nouveau.

Avec la lutte exprimée dans chacune de nos mobilisations, fondées juridiquement et politiquement dans des centaines d'écrits de Justicia Ya, nous avons obtenu l'unification des affaires pour enquêter sur les faits ayant eu lieu dans les centres clandestins de détention, brigade d'enquêtes et d'Arana. Une telle unificación permettra d'avancer avec une demande persistante des organismes, sur la nécessité du jugement unifié du circuit appelé Camps, formé de plus de 30 centres clandestins dans la province de Buenos Aires.

Apparition en vie maintenant de Luciano Arruga

Sept mois après l'enlèvement, Luciano Arruga est toujours disparu et il n'y a aucun détenu dans cette affaire. Le plan de la criminalisation de la pauvreté devient plus aigue. Avec le discours de "plus de sécurité" on poursuit et on entame des procès contre ceux qui possèdent le moins et souffrent le plus de l'oppression de ce système.

Un exemple est la disparition forcée de Luciano Nahule Arruga qui est devenue le symbole de la persécution et de la brutalité policière dont sont victimes, tous les jours, des milliers de jeunes gens pauvres en Argentine.

Le 31 janvier des membres du détachement policier de Lomas del Mirador [banlieue

de Buenos Aires] ont enlevé Luciano, l'ont frappé sauvagement et sa famille ne l'a jamais plus revu. En les mois précédents des policiers de ce détachement lui avaient proposé de voler pour eux en lui garantissant la protection nécessaire. Luciano refusa et alors le harcèlement devint constant: détentions, passages à tabac et menaces. Aussi dès le premier moment la famille suspecta la police, cependant, Rosana Castelli, la première juge à intervenir dans l'affaire, n'a jamais suivi ces indices.

Aujourd'hui l'affaire est dans un autre tribunal et il y a désormais 8 agents expulsés de la police mais aucun n'est arrêté.

Durant 7 mois les membres des familles et les amis de Luciano avec des organisations politiques, sociales et de droits humains ont fait toute sorte d'activités pour que ce cas soit connu du public et pour que le pouvoir politique donne une réponse, mais ni l'un ni l'autre n'a pu être obtenu. Les médias continuent à cacher l'affaire et Daniel Scioli, gouverneur de la province de Buenos Aires, a non seulement refusé systématiquement de recevoir la famille de Luciano Arruga, mais pas un mot n'est sorti de sa bouche sur cette disparition qui implique la police de Buenos Aires elle-même, la même que dans la disparition de Jorge Julio López.

Ce qui est arrivé à Luciano n'est pas un cas isolé, c'est un plan systématique par lequel, au moyen des lois, le gouvernement, l'opposition et les grands médias stigmatisent les jeunes pauvres en dédouanant et en permettant que la police et les autres forces répressives assassinent impunément nos enfants. Il y a un cas de "gâchette facile" toutes les 40 heures, Andrés Núñez, Miguel Bru, Darián Barzabal et tant d'autres, ou des assassinats comme celui de Juan Maldonado tué par balles sous l'œil des policiers et avec d'ex membres de ce corps.

Jugement et châtement des assassins de Sandra Ayala Gamboa

La même impunité et complicité qui nous frappent avec les cas de López, d'Arruga et ceux de gâchette facile, couvrent la traite des femmes. Sandra Ayala Gamboa, assassinée comme femme et émigrante, dans des dépendances de l'ex ministère d'Économie, aujourd'hui ARBA, et nous ne savons rien des assassins, en dépit d'efforts immenses, sous formes de mobilisations, de demandes d'audiences, de réclamations de membres des familles, d'amis, d'organisations politiques et de droits humains.

L'assassinat, la persécution et la criminalisation de la protestation sociale continuent.

La Justice est sélective et lente pour incarcérer les génocidaires, pour expliquer les cas López et Arruga et pour rendre leur identité à plus de 400 jeunes enlevés pendant la dictature terroriste, par contre elle avance rapidement "en montant" des causes pénales contre ceux qui luttent pour la santé, le travail et l'éducation.

Elles sont constantes les arrestations durant les manifestations dans les rues. Ce gouvernement est celui qui a le plus de prisonniers politiques sous une démocratie, il viole sa propre légalité en forçant sur les détentions par des procès irréguliers. Aujourd'hui ils existent plus de 4.000 militants de luttes sociales accusés légalement.

Les universitaires également subissent la persécution politique, comme Manuel De Batista et Martín Mayo, de la Faculté de Médecine, accusés pour avoir évité avec leurs camarades la privatisation du buffet du Centre des étudiants et comme Facundo Ferray, de la Faculté de Droit injustement jugé pour résistance à l'autorité, dont on a obtenu acquittement il y a quelques jours et au moyen des luttes.

Le discours officiel dit défendre les droits de l'homme, mais la répression est toujours en marche.

Les travailleurs et les secteurs populaires en lutte sont persécutés, incarcérés, jugés ou assassinés comme Carlos Fuentealba [04.04.07 enseignant dans la province de Neuquén] et Lázaro Duarte [21.02.08 militant du PST, même province].

La lutte continue

La lutte de López, tout comme celle de nos 30.000 camarades détenus disparus illumine le chemin vers la libération en exigeant la justice, en dénonçant la misère et l'exploitation. Aujourd'hui face à la crise capitaliste mondiale, leurs drapeaux sont plus présents que jamais.

Le capitalisme a plongé le monde dans une profonde crise dont la fin, malgré les annonces mensongères de dépassement, n'apparaît pas pour un futur proche. Les pays impérialistes cherchent à déplacer leur crise sur les pays et les peuples qu'ils assujettissent à leur joug. En Amérique Latine et donc dans notre pays nous n'y échappons pas. Augmentations monstrueuses des tarifs de gaz, eau et électricité, des impôts, inflation, salaires de famine, faillites, licenciements, coupes sombres des plans sociaux, hôpitaux pleins de patients et vides de professionnels de santé, de médicaments et d'infrastructure, manque de budget pour l'éducation et le logement et chaque fois plus d'ajustements d'un côté tandis qu'on continue à payer la dette externe frauduleuse et usurière de l'autre, telles sont les formes dont fait usage le gouvernement kirchnériste et les gouvernements provinciaux pour faire payer cette crise par les secteurs populaires.

Avec la complicité des bureaucraties syndicales on persécute les camarades qui sont parvenus à démocratiser leurs outils de lutte comme les travailleurs du Métro de Buenos Aires [Subte]. On ignore aussi la légitimité de la direction du syndicat que la majorité des bulletins de vote a donné au Suteba La Plata la Lista Rosa, Roja, Marrón [syndicat de la fonction publique].

La Kraft, monopole à capitaux nord-américains, second groupe de l'alimentation au niveau mondial, au milieu de la crise internationale, veut acheter Stani-Cadbury. Il y a eu des licenciements et des conflits chez Kraft de Colombie, du Pérou et du Venezuela. Et ici en Argentine le plan est de réduire une brigade et d'imposer des brigades de 12 heures, en cherchant à faire passer la crise déjà installée dans notre pays, sur les travailleurs. C'est pour cette raison qu'on licencie 160 ouvriers et ouvrières parmi lesquels on trouve la direction interne et la majorité des délégués de section en utilisant comme prétexte les justes demandes des travailleurs de mesure contre la pandémie de grippe A.

C'est par la lutte que les travailleurs ont obtenu que le ministère du Travail national dicte la conciliation obligatoire. L'entreprise, pour imposer son réajustement, a violé à plusieurs reprises cette conciliation, par une attitude suffisante et insensible. Le gouvernement montre une fois de plus son vrai visage: au lieu de faire appliquer la conciliation, il a eu la même réponse que pour Mafissa, le Casino et tant d'autres conflits en réprimant, en maintenant l'usine militarisée et en menaçant les travailleurs pour essayer d'éviter que la protestation continue. Cependant il n'a pas réussi son objectif et aujourd'hui non seulement les ouvriers et les ouvrières de [Kraft] Terrabusi continuent à résister, mais la solidarité que nous exprimons également ici est en train de s'étendre et nous sommes maintenant des milliers à réclamer la réincorporation et le paiement de tous les salaires échus.

C'est avec la même solidarité que celle de López pour obtenir de meilleures conditions de vie dans le quartier de Los Hornos [La Plata], qui nous appuyons et nous

faisons partie de la création et des actions effectués par la Commission de soutien à la lutte des travailleurs et travailleuses de [Kraft] Terrabusi.

Les paysans pauvres, les chômeurs et les peuples originaires de la province de Chaco sont en lutte, affrontant la faim, combattant pour leurs terres et pour du travail digne dans leur marche héroïque et leur campement à Resistencia.

A bas le putsch au Honduras

il y a quelques mois un coup d'état au Honduras a renversé Zelaya, comme ceux de la décennie de 1970 dans la plupart des pays de notre continent, a créé les conditions de la répression dont souffre le peuple hondurien. Aujourd'hui la résistance se poursuit et s'étend contre le coup d'état civil et militaire et ses alliés impérialistes. Nous saluons ici et nous nous solidarisons avec cette lutte et la résistance du peuple hondurien.

Nous faisons appel à tous les peuples latino-américains, pour s'unir contre le putsch et durant la rencontre anti-impérialiste qui aura lieu au Honduras entre le 6 et le 9 octobre.

Les bases militaires yanquis en Colombie approfondissent la politique impérialiste dans la région. La rencontre [de chefs d'état latino-américains] à Bariloche n'a été qu'un rideau de fumée. Les gouvernements présents, parmi eux le nôtre, loin de condamner Uribe, n'ont fait qu'affirmer de façon illusoire " la présence de forces étrangères ne peuvent menacer la souveraineté des pays"

Camarades:

Avec la droiture et la fermeté avec laquelle López a dénoncé les génocidaires nous sommes à nouveau dans les rues en brandissant les mêmes drapeaux tenus par Darío, Maxi, Fuentealba, Víctor Choque, Teresa Rodríguez et tant d'autres, les mêmes étendards que ceux pour lesquels ont combattu les 30.000 détenus disparus, leurs drapeaux que, tôt ou tard, nous mènerons à la victoire.

**APARITION EN VIE MAINTENANT DE JORGE JULIO LÓPEZ*

**APARITION EN VIE MAINTENANT DE LUCIANO ARRUGA*

**JUGEMENT ET CHÂTIMENT DES RESPONSABLES DE LEUR ENLEVEMENT ET DE LEUR DISPARITION.*

**JUGEMENT ET CHÂTIMENT DE TOUS LES GENOCIDAIRES POUR TOUS LES CAMARADES.*

**JUGEMENT PAR CENTRE CLANDESTIN DE DETENTION*

**RESTITUTION DE L'IDENTITÉ DES PLUS DE 400 ENFANTS, AUJOURD'HUI JEUNES GENS, ENLEVÉS DURANT LA DICTATURE.*

**DÉMANTELEMENT IMMÉDIAT DE L'APAREIL RÉPRESSIF.*

**FIN DES PROCES OU AMNISTIE POUR TOUS LES COMBATTANTS POPULAIRES.*

**LIBERTÉ IMMÉDIATE DE TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES.*

**NON AUX LOIS ANTITERRORISTES*

**AUCUN GOSSE NE NAIT VOLEUR. CA SUFFIT LA GACHETTE FACILE*

**NON A LA BAISSSE DE L'AGE D'IMPUTABILITÉ*

**JUSTICE POUR SANDRA AYALA GAMBOA. PAS UN FEMICIDE DE PLUS*

**QUE LE PEUPLE NE PAIE PAS LA CRISE*

**SALAIRE MINIMUM EGALE AU PANIER FAMILIALE.*

**AUCUN LICENCIEMENT ET PAS DE CESSATION DE PAIEMENT*

**REINCORPORATION DES TRAVAILLEURS DE KRAFT TERRABUSI. NON A LA MILITARIZATION DE L'USINE.*

**A BAS LE PUTSCH AU HONDURAS*

** YANQUIS HORS DE L'AMÉRIQUE LATINE*

**ANGLAIS HORS DE NOS MALVINES*

30.000 CAMARADES DETENUS DISPARUS. PRÉSENTS

30.000 CAMARADES DETENUS DISPARUS. PRÉSENTS

30.000 CAMARADES DETENUS DISPARUS. PRÉSENTS

MAINTENANT ET TOUJOURS

MAINTENANT ET TOUJOURS

MAINTENANT ET TOUJOURS

Il y a eu un millier de manifestants, sous une forte pluie, à La Plata et à Buenos Aires la marche était suivie par les personnalités et groupes qui suivent: *José Castillo, Marcelo Ramal, Patricia Walsh, Néstor Pitrola et Vilma Ripoll* comme une partie des dirigeants en tête de la marche, avec *Nora Cortiñas, de Mères de place de Mayo-Línea Fundadora; les Mères de Quilmes, Carmen de Guede et Cristina Cabib, Adriana Calvo (AEED association d'ex détenus et ex disparus), José Schulman et Graciela Rosenblum (LADH) et en la coordinación José Fukman et Carles Lordkipanidse (AEDD). Ils étaient suivis des membres des familles et amis des victimes de Cromañón [dancing 199 morts le 31.12.05, vu la vétusté du matériel anti-incendie et le bouclage des portes d'évacuation, dans un local agréé par le gouvernement de Buenos Aires], Hijos Zona Oeste, Comisión syndicale Banco Provincia, Correpi [coordination contre la répression policière et institutionnelle], Asamblea Popular del Cid, les partis politiques MAS, PTS, PO, MST, IS. CCC zone Ouest, et les mouvements CuBA MTR et COD. De puis l'estrade de présentation les annonceurs ont lu les adhésions et une lettre de la prisonnière politique Karina Germano. "Nous atteignons un nouvel anniversaire [d'incarcération] sans réponses, alors que les prisons continuent à se remplir de*

détenus sociaux”, écrit Germano, connue comme “la Galle” [militante anarchiste]. (Adriana Meyer, Página 12, 1.09.09)

2) Sacré pays

La population indigène est plus en plus loin de l'école (argenpress, 21.09.09)

30 % de la population indigène n'achève pas le cycle de l'école primaire et le taux d'analphabétisme des enfants de plus de 10 ans de ces communautés est trois fois et demie plus élevé que le taux national, qui se situe à 2,6 %.

Qui plus est, d'après la dernière Enquête complémentaire des peuples indigènes (ECPI) de l'Institut national de statistique et de recensement (Indec), 78,2 % des indigènes de plus de 15 ans ont suivi un secondaire incomplet, un tiers n'a pas fini le primaire ou manque de toute instruction.

Le rapport, récemment diffusé à la presse avec des chiffres alarmants pour certaines régions du pays, signale que les enfants mbyá guaraní de la province de Misiones et les wichí de celle du Chaco, de Formosa et de Salta présentent des taux d'analphabétisme de 29,4 % dans le premier cas et de 23,4 % dans le second.

L'Unicef s'inquiète (comme auparavant), les lois de la constitution sur les peuples originaires sont foulées au pied pour la déforestation et l'extension du soja transgénique, bien entendu les programmes scolaires ignorent la cosmovision « indigène ».

Mais presque tout va bien dans un des meilleurs mondes néo libéraux.

Des yeux qui ne voient pas, Ojos que no ven, la situation de biens des gens de cette planète, titre d'un film argentin d'Ana Cacopardo et interview (agencia Rodolfo Walsh, 20.09.09)

« J'ai été pris pour vol de vaches et de chevaux à 15 ans. Un tipe m'a dit que maintenant je devais être sa “femme”, concrètement que je me baigne et que j'aille dans sa cellule. Je suis allé voir le gardien de prison et je lui ai expliqué la situation. Il m'a répondu qu'il ne pouvait rien faire, que c'étaient les règles de la prison, que je choisisse entre être la “femme” d'un prisonnier ou de tout le pavillon. Un autre détenu qui écoutait m'a appelé “ce n'est pas seules options”, et il m'a donné un poignard, le fameux couteau fait en prison. Je me suis approché du type par derrière et je lui ai flanqué six ou sept coups, je l'ai tué sur place. Après j'ai dû en faire autant avec deux de ses copains. C'est comme ça qu'on m'a respecté. En prison, j'ai appris à tuer, à voler, à enlever, à trafiquer et à devenir le pire des prisonniers, le pire des êtres humains ».

C'est par ce témoignage de Ramón Solari –toujours emprisonné–, que commence *Ojos que no ven*, le long métrage dirigé par Ana Cacopardo et Andrés Irigoyen, gagnants du XI Festival de Cinéma et de droits humains d'Amérique Latine et des Caraïbe, récemment réalisé à Buenos Aires. [...On constate que les textes de Kropotkine sur les prisons n'ont pas vieillis...]

Le jury de la compétition officiel, formé de Jorge Denti, Cristian Calónico, Stefan Kaspar, Alejandro Sammaritano et Susana Sel, a affirmé avoir mis en valeur la sensibilité et l'engagement social de Cacopardo et d'Irigoyen pour décrire la situation du système carcéral argentin et latino-américain. Mais simultanément, *Ojos que no ven* a obtenu le prix du public qui, dans ce cas, était composé de femmes détenues dans la prison d'Ezeiza.

Comme réalisatrice, elle avait déjà filmé *Cartoneros de Villa Itatí*, avec Eduardo Mignogna et d'autres, avec lequel elle a gagné le prix du meilleur documentaire et du meilleur film du X Festival latino-américain de video (Rosario 2003) et meilleur film du V

Festival national de cinéma et de documentaire (Buenos Aires 2003). Et avec Un claro día de justicia, film narrant le jugement du répresseur Miguel Etchecolatz et la disparition de Julio López, elle a reçu le prix du IX^o Festival de cinéma et de droit humains (Buenos Aires 2007). [...]

Tout en ayant plusieurs activités, la journaliste soutient que le sujet de l'enfermement la stimule. Si pour Albert Camus, une société doit être jugée selon l'état de ses prisons, Ana Cacopardo indique que «la société argentine rencontre de sérieux problèmes, car dans ce pays les prisons sont des dépôts pour la ségrégation, la neutralisation ou l'anéantissement des secteurs considérés "surplus", "excédents" d'un capitalisme les dépouillant de leur statut humain dans le dernier bastion de l'exclusion et de la misère». [...]

[L'état de la prison est] scandaleux, surtout dans la province de Buenos Aires [20 millions d'habitants]. Nous sommes passés de 15.000 détenus à dépasser les 30.000 à la fin de la gestion de Ruckauf. Et aujourd'hui on dirait que la pendule a du retard. En décembre 2008 une réforme du Code pénal a été approuvée durant les libérations et la population carcérale a atteint les chiffres de l'époque de Ruckauf de 2004/2005. [...]

La violence structurelle est l'élément qui définit et organise la logique du système pénitencier. Selon la Constitution, la seule condamnation d'un détenu est la privation de la liberté, tout le reste n'est que violation des droits de l'homme, des actes dégradants aux quels personne ne devrait être soumis et, néanmoins, ils sont quotidiens. Depuis les situations les plus élémentaires de non accès à l'éducation et à la nourriture jusqu'à avoir son intimité, faire ses besoins sans qu'un autre ne te voit. On a le droit de ne pas être violé, torturé et humilié par les agents du service pénitencier lui-même; à ce que les visites des membres des familles ne soient pas entravées par des réquisitions envahissantes et longues, en plus de la maltraitance; à ce que les gardes ne restent pas les bras croisés en regardant comment deux détenus s'entretuent dans un combat probablement entamé par l'un d'eux qui est une « voiture piégée ». Ce terme dans l'argot des prisons désigne un détenu en cheville avec le service pénitencier pour « exploiter », attaquer un autre prisonnier. [...]

Le mythe de la resocialisation nous devons l'abandonner définitivement. La prison ne cherche pas à resocialiser, à rééduquer, c'est le dernier bastion de l'exclusion, le dernier et le plus terrible, qui a commencé bien avant, à l'extérieur. Mais ici, dedans, c'est la consécration d'une situation qui défait l'humain et arrive presque à l'anéantir. Abandonnons le mythe de la resocialisation parce que la fonction de la prison aujourd'hui est d'écarter, neutraliser ou éliminer les populations excédentaires. C'est ce qu'expliquent Alcira Daroqui et d'autres sociologues importantes foucaultiens (de l'école de Michel Foucault).

Ensuite si on me dit, « Pourquoi ce regard? En prison il y a aussi des gens qui finissent leurs études, il y a des ateliers, des expériences intéressantes ».

Oui, bien entendu, mais quel pourcentage de la population carcérale a accès à l'éducation, combien peuvent-ils étudier véritablement deux mois? Comment étudier quand on est déplacé d'un lieu à l'autre? A ce moment quand on ne peut même pas dormir tranquille, parce qu'on a les yeux ouverts dans l'attente d'une attaque par surprise, dans une situation de stress ou de panique permanente? En 2007 il y a eu 102 morts et en 2008, 112 dans les prisons de la province. Aux morts violentes s'ajoutent les décès par manque de soins médicaux, par abandon des personnes. Ne parlons pas du sida car on ne sait pas combien de cas réels il y a, on ne traite pas la tuberculose... Alors, quand un certificat indique que quelqu'un est mort « d'un arrêt cardio respiratoire » cela cache des données importante et occulte la violence structurelle. [...]

[Vocation comme réalisatrice] en 2001, Cecilia, une nonne missionnaire coréenne, m'a appelé pour une affaire de gâchette facile à Villa Itatí [grand bidonville en banlieue de Buenos Aires], où on avait assassiné Carlos, un cartonero [jeune recycleur d'ordures] de 15 ans, membre d'une coopérative en formation. J'ai dit à Andrés, le co-directeur de Ojos

que no ven, on va à Itatí, parce que c'était l'enterrement du cartonero. Ses camarades allaient en faire une grande marche de protestation avec en tête la voiture des pompes funèbres et derrière tous les chariots des cartoneros. Une file énorme, avec des chariots tirés par des chevaux, est parti de Villa Itatí pour arriver au cimetière d'Avellaneda. À vrai dire, cette colonne se frayant un passage au milieu de l'autoroute du sud-est, et les autos l'évitant, les pancartes demandant justice pour Carlos, ce fut une image très impressionnante avec tout ce qu'on disait à ce moment de la société argentine. Et nous sommes entrés au cimetière, nous les avons accompagnés, nous avons enregistré les adieux, ensuite nous avons pris une scène de pneus brûlés face au bidonville pour continuer la protestation. Et nous avons décidé d'en faire un film Cartoneros de Villa Itatí. [...]

Un claro día de justicia, m'a procuré une sensation ambivalente. D'un côté la sensation réparatrice de tout acte de justice : la condamnation à perpétuité d'Etchecolatz, [un soulagement] pour les victimes en termes subjectifs et également pour la société. Mais le

contre coup est l'impunité pour la disparition de López, qui me laisse un goût profondément amer et d'impuissance. Chaque fois que pour une raison ou une autre, je vois le film, il y a Julio López dans les relevés faits dans les centres clandestins, avec sa casquette, son obsessive récapitulation de chaque détail. On voit le relevé à la Brigade d'Avellaneda. Jorge Julio López est là, concentré, contrôlant chaque recoin, évoquant des moments, rappelant des noms. « López, cessez de vous souvenir, cessez de vous souvenir », lui dit à un moment le juge Carlos Rozanski [un des rares juges honnête et courageux]. Le greffier du tribunal n'arrivait pas à prendre les notes. Et López ne cessait pas de se souvenir. [...]

BASTA DE IMPUNIDAD

NI OLVIDO

NI PERDÓN



UNIÓN POR LOS DERECHOS HUMANOS LA PLATA
Ex-detenid@s desaparecid@s, Familiares y Compañer@s